

RÉSOLUTION DEMANDANT UNE SESSION SPÉCIALE SUR LE DÉSARMEMENT ET UNE DÉCENNIE INTERNATIONALE POUR LE DÉSARMEMENT

Lors de sa réunion du 9 mai 2006, à Volgograd (Russie), destinée à commémorer la contribution historique du peuple russe à la défaite finale du fascisme, lors de la bataille décisive de Stalingrad, le Conseil d'administration de l'Association internationale des villes messagères pour la paix, ainsi désignée par l'Assemblée générale des Nations Unies,

Rappelant que la mission fondatrice des Nations Unies était de préserver les générations futures du fléau de la guerre,

Rappelant que la première résolution de la toute nouvelle Organisation des Nations Unies demandait l'abolition des armes nucléaires,

Profondément préoccupé par les guerres faisant rage, entre autres, en Irak et au Soudan, avec leurs innombrables morts et destructions, et par les dangereuses tensions autour de la question des armes nucléaires, avec l'Iran et la Corée du Nord,

Déplorant l'accroissement du trafic et de la production d'armes conventionnelles et de petit calibre, alimentant les conflits autour de la planète, et le manque d'accord entre les pays pour superviser et contrôler le trafic illégal,

Profondément troublé à l'idée que la situation internationale actuelle ne se généralise, avec la possibilité du déclenchement d'une guerre mondiale aux conséquences catastrophiques,

Décide de demander à l'Assemblée générale des Nations Unies d'ordonner la tenue d'une session spéciale sur le désarmement 4, en guise d'introduction d'une décennie internationale pour le désarmement,

D'encourager des commissions nationales sur le désarmement à organiser des audiences, des réunions et des conférences publiques associant la société civile au sens large, afin de mettre au point des programmes nationaux de désarmement,

D'organiser un agenda sur la participation des commissions nationales aux délibérations des divers départements, comités et agences des Nations Unies,

D'adresser la présente résolution à tous les chefs d'État, toutes les missions auprès des Nations Unies, au Bureau du Secrétaire général des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales et aux médias.

9 mai 2006